



2010-2020 : Libéralisme occidental vs Capitalisme oriental

Lundi 18 janvier 2010

Cercle France-Amériques

Paris

* * *

(Les débats sont ouverts à 18 heures 05.)



M. Michel ROUGER.- Bonjour à toutes et à tous. Nous constatons la présence de tous les conférenciers. Le concluant est lui-même arrivé, nous allons commencer, d'abord en vous remerciant d'être venus rejoindre cette assemblée que nous avons réunie à votre intention, puis en passant la parole à Jean-Luc Fournier, vice-président de cette très accueillante et très honorable Maison.



M. Jean-Luc FOURNIER.- Bonjour, mesdames, messieurs les présidents, chers amis. Nous sommes très honorés de vous accueillir en cette fin d'après-midi dans les salons du Cercle France-Amériques, qui a été créé il y a plus de cent ans en 1909 par Gabriel Hanotaux afin de renforcer les liens d'amitié entre la France, les Etats-Unis et l'ensemble des pays du continent américain.

Nous sommes ici un lieu de dialogue et d'échanges et nous organisons de nombreuses conférences (plus de quatre-vingts) chaque année.

Nous vous proposons aujourd'hui de nous projeter dans la prochaine décennie 2010-2020 avec un sujet difficile et polémique sur l'opposition entre notre libéralisme occidental et le capitalisme oriental, en particulier chinois et hindou.

Cette conférence est organisée conjointement par l'Institut Presaje, l'association des anciens élèves de l'ESSEC (Essec Alumni) et le Cercle France-Amériques. Elle s'inscrit dans la ligne des conférences que nous avons déjà organisées, en particulier celle de décembre 2007 avec l'Institut Presaje sur le thème prémonitoire : « *Les agences de notation et la crise du crédit : faux procès et vrais débats* ».

Ce débat avait eu lieu neuf mois avant le début de la crise de septembre 2008 en présence de M. Eric Besson, du gouverneur de la Banque de France et du directeur de l'AMF.

Le verbatim de cette conférence est en ligne sur les sites de Presaje et de France-Amériques. Je vous incite à aller le consulter et même le télécharger pour que vous constatiez qu'il y avait peut-être, en décembre 2007, quelques inquiétudes, mais qui n'étaient pas à la mesure des séismes boursiers et financiers que nous avons rencontrés. Ce n'est pas compliqué : vous allez sur le site France-Amériques, vous téléchargez. Vous verrez que c'est très intéressant et très instructif.

Je tiens à remercier tout particulièrement nos amis de Presaje, le président Rouger et son équipe, qui ont, comme d'habitude, mis toute leur énergie pour l'organisation de ce colloque.

Merci aussi d'être venus si nombreux, et sachez que vous êtes toujours les bienvenus à France-Amériques. Je passe maintenant la parole au président Rouger. Monsieur le président.

M. Michel ROUGER.- Merci, Jean-Luc, et doublement merci pour l'accueil dans cette salle fort agréable.

Il est vrai que l'on a dit il y a deux ans des choses assez bizarres qu'il est à peine charitable de rappeler aujourd'hui quand l'on sait ce qui s'est passé depuis.

J'ai entendu il y a deux mois un des plus éminents économistes de Paris dire texto : « *Jamais, dans l'humanité, autant de gens aussi intelligents ont dit autant de bêtises* » et il a employé un mot beaucoup plus cru pour bien marquer la sévérité de son jugement.

Il y a dix ans, un ouvrage sur la Chine et l'Occident, que tout le monde ignore, a été édité par deux auteurs intéressants, qui ont eu le mérite, dans leur rédaction de l'époque, de dire, très justement, tout ce qu'il s'est passé au cours de la décennie 2000-2010.

De plus - c'est un peu ce qui m'avait conduit à organiser cette réunion ce soir -, ce qui figure dans ce petit ouvrage est la synthèse des multiples ouvrages des auteurs qui m'entourent, que ce soit pour Jean-Marc Daniel *Le taureau face aux tigres*, pour Xavier LAGARDE *Juste capitalisme*, pour Jean-Michel Quatrepoint *La crise globale* et *La dernière bulle* et évidemment pour Michel Guénaire *Il faut terminer la révolution libérale*.

Tout y est dit sur la vertu, le capitalisme, le libéralisme, évidemment l'industrie, la délocalisation, la mondialisation.

Je rappellerai, avant de passer la parole à Michel Guénaire, quelques brèves phrases :

« *Face au modèle anglo-saxon d'un capitalisme pur, mais où les oligopoles tentent d'imposer leur loi...* » - ce que les oligopoles financiers ont fait depuis - « *... l'Asie et l'Europe cherchent des voies à partir de sociétés riches en culture et en histoire, des voies qui combinent efficacité économique et harmonie sociétale. Mais la Chine a l'espoir de dépasser les autres pays dans cette recherche en n'abandonnant pas son expérience historique pourtant jalonnée d'échec douloureux* ».

Il est probable, si l'on relit cet ouvrage dans dix ans, que l'on vérifiera le bien-fondé du propos que je termine par une autre citation :

« *Les Chinois sont désormais maîtres des prix de presque tous les biens industriels. Ils sont à leur tour en mesure de concevoir des produits nouveaux et des marques mondiales, puis de contrôler leur marketing national et international* ».

J'étais il y a dix ans en Chine dans une mission commerciale. Nous y étions avec ma femme il y a trente ans dans une mission semi-commerciale, semi-touristique. Un de mes amis, qui a rencontré le Premier ministre chinois au moment de la visite de Barack Obama, a dit : « *J'avais la trouille qu'ils soient devenus les patrons dans dix ans. J'ai maintenant la certitude qu'ils le seront dans cinq ans* ».

Une Intervenante.- Quel est le titre du livre ?

M. Michel ROUGER.- C'est : *La victoire de la Chine, l'Occident piégé par la mondialisation* par Jean Mandelbaum et Daniel Haber..

Je l'ai retrouvé dans ma bibliothèque au moment d'un déménagement il y a quelques mois. Les déménagements ont le bonheur de faire ressortir les choses. Si vous souhaitez vous le faire communiquer, soyez gentils de le demander à Presaje. Je ferai le nécessaire pour essayer de fournir ceux qui le souhaiteraient.

La loi d'un monde multipolaire réaliste succédant à la mondialisation incantatoire



Me Michel GUENAIRE.- Cher Michel, monsieur le président, chers amis. Il m'incombe, je crois, de traiter le premier sujet qui est la loi d'un monde multipolaire réaliste succédant à la mondialisation incantatoire.

Au commencement de cette année 2010, « l'après-crise » nous inspire des sentiments contradictoires. D'un côté, nous avons l'impression que rien n'a changé. Les entreprises continuent d'être ce qu'elles sont et de suivre les mêmes règles, tandis que les Etats, après l'effort des plans de relance, reviennent sur leur position régulatrice initiale. Il y a comme une étonnante stabilité des gens, des institutions et des gouvernements.

Mais d'un autre côté, nous avons le sentiment que tout est en train de changer. On s'aperçoit que les principales puissances économiques de l'Occident échouent dans leurs efforts de sortie de crise, qu'elles se heurtent à des limites, sinon à des murs, à l'intérieur comme à l'extérieur, parce qu'en face d'elles de nouvelles puissances émergent ou confirment leur émergence. C'est de ce monde multipolaire nouveau, ou renaissant d'un point de vue historique, dont je voudrais parler. Nous pressentons qu'en réalité un nouveau monde est en train de naître.

Pour essayer de donner un sens à ce paradoxe - tout change, rien ne change - six brèves observations :

1 - La crise qui frappe notre monde est bien la crise d'un modèle économique qui a été conçu, organisé et développé par l'Occident.

L'échelle du temps peut être observée sous des angles variés. On peut se contenter de remonter à vingt ans, en observant ce qui s'est passé depuis la chute du mur de Berlin, quand toute alternative à la voie libérale semblait avoir disparu. On peut remonter beaucoup plus loin en amont. De bons ouvrages nous rappellent aujourd'hui que tout a peut-être commencé au moment des grandes expéditions du XVème siècle.

Ce qui est clair, c'est que la crise économique, financière, politique et sociale que nous connaissons est bien celle d'un modèle qui a été conçu, organisé et développé par les Occidentaux. Ce modèle reposait à la fois sur des standards d'organisation politique et des standards d'organisation économique. Ce modèle, que nous avons vendu dans le monde avec la mondialisation des vingt dernières années, entre dans une crise grave et profonde.

2 - La réponse de l'Occident à la crise est fondée sur de simples réformes techniques, non une véritable refondation du modèle inventé par lui.

Toutes les recettes mobilisées par les gouvernements occidentaux visent à donner un meilleur équilibre, inspirer un comportement plus sage, assurer une meilleure régulation du modèle économique suivi par eux depuis plus de vingt ans. J'en veux pour preuve la volonté des gouvernements d'encadrer les bonus des banquiers, de définir de nouvelles normes comptables prudentielles pour les acteurs économiques ou encore de mettre fin à l'existence des paradis fiscaux.

Dans une crise qui remet en cause les fondamentaux de son modèle, l'Occident donne le sentiment de vouloir s'en tenir à une correction à la marge de ses erreurs. Pire, l'Occident, au-delà des aménagements qu'il est prêt à apporter à son modèle, reste fidèle à son vieux projet messianique : convertir, continuer de convertir, continuer d'inviter les autres pays du monde à retenir son modèle. J'avais récemment un échange avec la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, sur les réformes en cours au sein de l'Union européenne. Il était frappant qu'à ses yeux nous devions faire deux choses : définir de bonnes règles réformant le capitalisme libéral, et faire tout notre possible pour que l'ensemble du monde les suive. Elle pensait que la sortie de la crise serait réglementaire.

3 - La sortie de la crise ne sera pas réglementaire, ou ne se résumera pas à l'adoption de nouvelles règles comme l'espère l'Occident, mais sera géopolitique.

L'issue de la crise me paraît être, en effet, une nouvelle relativité des puissances économiques de l'Occident qui sont frappées par une forte récession et l'assaut d'une nouvelle pauvreté, en face de nouvelles puissances économique qui, à l'Est du monde, désirent s'organiser comme bon leur semble, et recherchent la voie d'un développement nouveau, offensif et décomplexé. La crise rebat les cartes des puissances et des modèles économiques suivis par ces puissances dans le monde.

On distinguait il y a cinq siècles cinq grandes puissances dans le monde, qu'un ethnocentrisme occidental nous a fait perdre de vue. Il y avait l'empire des Ming, établi en 1368, qui reposait sur une administration très centralisée, très éduquée, très éclairée, la fameuse administration confucéenne, qui bénéficiait d'une technologie supérieure à celle de l'Occident sur de nombreux points et qui, à l'époque, avec plus de cent millions d'habitants, représentait la première puissance du monde. Souhaitant résister aux menaces de conquêtes de leur territoire tentées par les hordes d'Asie centrale, dont les Mongols, les Chinois allaient se replier sur leurs terres et on n'allait plus entendre parler de la Chine pendant une longue période.

Au même instant, toujours il y a cinq siècles, deux Etats se disputaient l'influence islamique. D'un côté, l'empire Ottoman qui connut son apogée jusqu'au début du XVIe siècle, sous Soliman le Magnifique, et de l'autre, l'empire des Moghols qui occupaient l'Inde et allaient préparer le sous-continent, avant l'impulsion anglaise, à exercer le rôle de puissance que l'on connaît aujourd'hui. A côté de ces trois empires, il y avait la Russie et le Japon. Les deux ne prétendaient jouer aucun rôle universel, mais avaient déjà les caractéristiques géographiques et historiques de grandes puissances.

4 - La Chine, la Turquie, l'Inde, le Japon et la Russie, avec des défis de cohésion et d'expansion qui leur sont propres, sont aujourd'hui cinq puissances qui comptent dans le monde.

La crise nous apprend, d'abord et avant tout, à découvrir ou redécouvrir de nouveaux partenaires économiques, et, comme la richesse propre de l'Occident est devenue relative, à mesurer la relativité du modèle économique qui a porté notre croissance. Nous ne pouvons plus imaginer un ordre des échanges du monde uniquement gouvernés par les lois du libre-échange. Les marchés du monde appartiennent à des régions, à l'intérieur desquelles il faudra de plus en plus composer avec le pouvoir politique.

Les puissances qui font face à l'Occident annoncent, de surcroît et plus essentiellement sur le plan diplomatique, la fin d'un *leadership* occidental. Les organisations multilatérales qui ont été mises en place dans notre monde, de la Société des Nations à l'Organisation des Nations unies, le mode de règlement des conflits internationaux, l'établissement de normes internationales, ont été le fruit d'un droit international public issu de la culture politique occidentale. Nous avons appris dans les Facultés de droit que ce droit était un droit des gens qui était distribué à tout Etat souhaitant accéder à l'ordre du monde et participer aux conférences le réglant. Les cinq puissances que j'ai citées étaient plutôt rentrées dans cet ordre diplomatique conçu, organisé et développé par l'Occident. Longtemps, elles n'ont prétendu à aucun *leadership* international, hormis celui des pays du Tiers monde, c'est-à-dire et déjà, des pays non occidentaux.

5 - L'organisation du monde vers lequel nous allons est celle d'un équilibre des puissances ou des grandes régions du monde, qui dépasse l'utopie incantatoire d'un ordre du monde.

La réponse immédiate et collective à la crise financière de 2008, puis les ajustements que les Etats ont arrêtés dans leurs plans de relance pour répondre à la crise économique en 2009, ont mis en évidence un nouveau mode de concertation entre les nations du monde. Les idées, les recettes, les programmes n'ont plus été l'apanage d'un seul camp, ou, en tout cas, n'ont pas été appliquées dans un seul camp. Toutes les nations du monde ont réfléchi et agi de concert.

La traduction la plus frappante a été la tenue des deux G 20 au cours de l'année dernière. On rappellera que le G 20 accueille des puissances jadis exclues du concert des nations et qui voudront sans doute compter davantage dans le monde de demain, mais qu'il va aussi devoir rivaliser, dans les mois et les années qui viennent, avec le G 8 - lui-même né d'un G7, lui-même né d'un G5, lui-même né d'un G3 -, qui a toujours rassemblé les seules économies libérales du monde, et que la France veut cependant élargir à un G 14. On parle aussi d'un G 2, associant les Etats-Unis et la Chine. Le temps annoncé des conférences internationales est en train de bouleverser la scène diplomatique internationale, et, bien sûr, de partager le pouvoir dans le monde.

6 - Le monde ne va sans doute pas cesser d'être libéral, mais cessera sûrement d'être occidental.

Un relativisme économique précède et annonce ainsi un relativisme diplomatique. C'est, à mes yeux, le principal enseignement qu'il nous faut, nous Occidentaux, tirer de la crise. Le monde ne cessera pas d'être acquis, les régions du monde non-occidentales ne

cesseront pas d'être conquises, par les recettes et la capacité de séduction de la loi du marché, car elles voudront toujours tirer toujours le meilleur profit de ce legs de l'Occident.

Nous entrons seulement dans un nouveau temps où ce que nous avons imaginé comme étant le ressort de la création de richesses des nations sera repris par chaque région du monde avec sa culture, ses repères, son propre territoire d'influence dans sa propre région du monde. Nous pensions depuis longtemps qu'il y avait d'un côté les préjugés éclairés de l'Occident, et de l'autre le présumé archaïsme culturel de l'Orient. J'ai l'intime conviction que la balance des intérêts contestera dorénavant la formation de toute vérité occidentale.

Désormais, investir dans un pays, cela consistera de moins en moins à venir avec les catalogues de la Banque mondiale, mais intégrer, respecter et se conjuguer avec le réceptacle de la culture du pays dans lequel on investit. Il n'y a plus d'investissement absolu dans son principe. Il y a un urgent défi de reconnaissance et de respect des cultures des pays du monde.

Derrière ce discours de réalisme rude qui refait surface dans le monde, d'une Chine orgueilleuse qui n'écoute que ses intérêts, qui ne s'engage pas à Copenhague, comme d'ailleurs les Etats-Unis, qui parle aux Etats auxquels elle veut parler, dont le Soudan, en répondant que les Américains parlent bien à l'Arabie Saoudite, dans ce monde de grande relativité, il faut voir les conditions de la paix moderne. Après les deux guerres mondiales, l'Occident avait pensé que la paix serait procurée par un « ordre » mondial. J'ai la conviction que la paix de demain sera procurée par un « équilibre » mondial. En d'autres termes, le temps de « l'ordre » du monde laisse la place au temps d'un « équilibre » du monde. Pour l'Occident, cela peut être l'occasion d'affirmer de nouvelles ambitions, mais il lui faudra au préalable se plier à une sévère leçon de modestie.

(Applaudissements.)

M. Michel ROUGER.- Merci, Michel. Les auteurs considéraient que s'installeraient un capitalisme de la sagesse d'origine confucéenne et l'équilibre entre les puissances qui sauraient l'adapter à leur culture.

Le moment est venu d'entrer dans le vif du sujet en passant la parole à Jean-Michel Quatrepoint sur cette dualité qui a été évoquée et qui s'est manifestée à Copenhague, en particulier entre le grand représentant de l'Occident (les Etats-Unis) et le grand représentant de l'Orient (la Chine).

Le pacte d'intérêts entre la puissance industrielle chinoise et la puissance monétaire américaine



M. Jean-Michel QUATREPOINT.- Je vais aussi partir d'un paradoxe qui s'est développé depuis trente ans : une alliance presque contre nature entre trois grands acteurs :

- Le premier est, pour simplifier, Wall Street, les multinationales, le Standard & Poors 500 et la finance anglo-saxonne ;

- Le second acteur, plus méconnu, est Wal-Mart et la grande distribution.

Pour ceux qui ne seraient pas familiers avec Wal-Mart, il s'agit de la première entreprise mondiale (plus de 400 Md\$ de chiffre d'affaires) de l'Arkansas, qui était l'état de Bill Clinton, ce qui explique aussi certaines choses. Cette société est aujourd'hui le sixième acheteur de produits chinois. 70 % de ses produits dans ses 8 000 magasins sont des produits chinois ;

- Le troisième acteur est le parti communiste chinois.

Je vais faire un peu d'histoire, sans remonter au XV^e siècle mais sur les trente dernières années ; c'est généralement l'histoire des dernières décennies que l'on connaît le moins. Cette alliance s'est nouée dans la plus grande discrétion au début des années 80 à l'occasion de la rétrocession de Hong Kong à la Chine.

Les Etats-Unis (la Grande Bretagne, mais les Etats-Unis pilotaient par-dérrière) avaient alors un double objectif géopolitique et idéologique : lutter tout à la fois contre le communisme, l'URSS, l'empire du mal, et lutter contre un Japon qui, fort de sa réussite industrielle, menaçait la puissance économique et technologique de l'Amérique.

Pour ceux qui s'en souviennent, dans les années 80, les Japonais rachetaient Hollywood, prétendaient apprendre aux Américains à construire les voitures et tout le reste et entendaient même se doter d'une industrie aéronautique.

Le Japon utilisait sa monnaie sous-évaluée pour engranger des recettes à l'exportation et avait pour ambition de devenir le *leader* du sud-est asiatique et de faire du yen une grande monnaie internationale à côté du dollar et de l'écu européen.

Pour atteindre ces objectifs, c'est-à-dire casser l'URSS et mettre le Japon à son niveau, à savoir en dessous des Etats-Unis, les Américains s'appuieront sur un renouveau idéologique.

Dans les années 70, l'école de Chicago, un certain nombre d'universités ont travaillé sur un renouveau idéologique pour relancer le libéralisme et, quand Reagan arrive, il s'appuie bien évidemment sur les travaux des économistes libéraux avec une vision schumpetérienne des choses. On revient aux sources du libéralisme, de son dynamisme, on casse les grands monopoles, les syndicats, on dérègle. Bref, on libère l'économie de ses entraves.

Ils s'appuieront sur un *deal* avec la Chine qui a, pour simplifier, été le suivant : neutralité dans l'affrontement avec l'URSS, et la Chine sera neutre dans la guerre des étoiles dans l'affrontement des années 80 avec l'URSS, et coup de main déterminant pour étouffer dans l'œuf les désirs hégémoniques des Japonais, les rapports entre la Chine et le Japon étant, chacun le sait, un peu tendus. En échange, Hong Kong retournerait à la Chine et servirait de sas entre la Chine communiste et le monde capitaliste.

Cela tombait bien, car cela correspondait très exactement à la nouvelle stratégie élaborée par Deng Xiaoping qui visait à conduire la Chine sur la voie de l'économie socialiste de marché, doctrine énoncée au congrès du parti communiste chinois en 1978.

Depuis, la Chine n'a pas varié de stratégie. Elle a un objectif : redevenir la première puissance mondiale qu'elle était au XVIII^e siècle, prendre sa revanche sur l'humiliation subie pendant un siècle entre la seconde guerre de l'Opium (1860) et la prise de pouvoir par Mao Tsé-toung (1949).

Pour atteindre son but, la Chine sait faire preuve de pragmatisme, tel le dragon qui ondule dans les rues au moment du nouvel An chinois, mais l'objectif est toujours là.

La Chine est hyper capitaliste dans le domaine économique, un capitalisme sauvage où l'on n'hésite pas à utiliser des centaines de millions de travailleurs journaliers sous-payés (la fameuse armée de réserve chère à Marx). Ils utilisent cette armée. Cela ne gêne pas outre mesure le parti communiste chinois, car la Chine reste communiste avec un parti unique qui tient le système.

Enfin, tout ceci tient pour une raison : les Chinois sont éminemment Chinois. Quelle que soit leur place dans la société, ils se vivent comme des Chinois, ils sont fiers d'être Chinois. Bref, il faut le savoir et ne l'oublions jamais, la Chine est nationaliste.

Donc capitaliste, communiste, nationaliste.

Au moment des négociations sur Hong Kong, un *deal* monétaire s'est établi : le dollar hongkong s'est indexé sur le dollar américain. Le Yuan RMB était inconvertible et l'est toujours, mais d'une façon indirecte, les échanges transitant par Hong Kong, la monnaie chinoise se liait au dollar hongkong et *ipso facto* au dollar américain. Cela voulait dire que la Chine basculait dans la zone dollar et que, du même coup, la zone yen était mort-née.

Les multinationales japonaises ne s'y sont pas trompées et se sont immédiatement délocalisées en Chine pour profiter des bas coûts de main-d'œuvre et de l'indexation monétaire sur le dollar, puisqu'elles vendaient en dollars sur les Etats-Unis.

Forts de cette situation, les Japonais iront à Canossa. Lors des accords du Plaza en 1985, les Américains les obligent à réévaluer très fortement le yen et le Japon fera quelques autres erreurs de pilotage, si bien qu'au début des années 90, le Japon implose littéralement. Il ne s'est jamais véritablement remis de cette situation.

Le Japon est en stagnation depuis vingt ans, et c'est peut-être ce qui nous guette nous, Européens.

Ce lien monétaire entre la Chine et le dollar est le fil rouge pour comprendre cette alliance Wall Street, Wal-Mart et parti communiste chinois.

Des Chinois qui ont parfaitement étudié comment les Américains ont mis à genoux le Japon et comment ils ont utilisé de la monnaie pour mettre à genoux le Japon. Ils ont prévenu, les Américains ne nous feront pas le coup qu'ils ont fait aux Japonais sur le yen.

Nous sommes alors il y a une vingtaine d'années dans le nirvana de la mondialisation heureuse. Le communisme s'est effondré, il n'y a plus qu'un seul système économique. Les Occidentaux vont délivrer la démocratie à l'occidentale un peu partout et les multinationales voient dans le gigantesque marché chinois un nouvel eldorado.

Elles commencent à s'implanter pour produire à destination des consommateurs locaux. Là, l'organisation communiste dit : « *Non, cela ne se passera pas ainsi. Vous allez effectivement produire avec des partenaires chinois, mais vous produirez non pas pour le marché local mais pour réexporter sur les marchés solvables, c'est-à-dire vers les pays occidentaux, vers le Japon, là où il y a de l'argent* ».

Ainsi commence cette mécanique : la Chine offre sa main-d'œuvre vingt à trente fois moins chère qu'en Occident avec des entreprises qui peuvent exécuter les commandes dans l'instant grâce à Internet. Tout ceci a été décrit, est connu et archi connu.

La grande distribution (Carrefour, Wal-Mart et les autres) voit là le moyen de casser les prix, d'offrir aux consommateurs des produits moins chers, même s'ils sont de moins bonne qualité. On invente d'ailleurs de nouveaux concepts : l'obsolescence programmée, etc. Bref, on fait tourner la machine. La grande distribution fait pression sur ses fournisseurs pour qu'ils se délocalisent à leur tour en Chine.

Un cercle infernal se met alors peu à peu en place. Le capital délocalise là où c'est moins cher, supprimant massivement des emplois en Occident ou transformant des emplois à valeur ajoutée en emplois dits de service sous-qualifiés et souvent sous-payés. L'Occident importe de plus en plus de produits *made in China*, creusant ses déficits. Au passage, les profits des multinationales, des financiers et de Wal-Mart explosent.

Grâce à l'ingénierie des Mozart de la finance, au laxisme des régulateurs, ces bénéfices sont démultipliés. C'est la parabole de la multiplication des pains. Le capitalisme pervertit. Cela aboutit à des taux de retour sur investissement de 15, voire 20 % quand ce n'est pas plus, obtenus à coups d'effets de leviers de dettes qui permettent au passage aux financiers d'engranger « des rémunérations indécentes » comme dirait Barack Obama.

A côté du principe « toujours plus loin, toujours moins cher », le capitalisme financier prône le dogme du profit maximum dans le minimum de temps, avec deux conséquences : le cynisme (c'est-à-dire la fin justifie les moyens) et l'absence de vision de stratégie à long terme (plus d'investissement à long terme dont la rentabilité immédiate n'est pas évidente).

Les multinationales préfèrent racheter leurs actions plutôt qu'investir. Elles localisent leurs investissements productifs en Chine ou dans les pays émergents, elles négligent les recherches fondamentales.

Cette alliance s'avère aujourd'hui un marché de dupes lourd de conséquences pour les Occidentaux. Les classes moyennes occidentales, piliers de nos démocraties, sont lentement mais sûrement paupérisées. Le chômage de masse pèse sur le moral des populations.

A l'époque, j'entends encore certaines voix nous expliquer que le déficit commercial américain, accessoirement le nôtre, n'avait pas d'importance puisqu'il résultait pour une large part de l'importation de produits et de sous-ensembles conçus par des groupes américains occidentaux dont les actionnaires étaient en Occident et pour des marchés situés en Occident. Bref, tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes : aux Asiatiques les usines tournevis et les produits de masse, aux Occidentaux la Silicon Valley, l'innovation, le design, les nouvelles technologies et le marketing.

En plus, Wall Street, la City construisaient une industrie financière destinée à prendre la place des industries manufacturières.

Tout ceci correspondait à une part de la réalité : la part de la finance, tout comme celle la grande distribution n'ont cessé de grandir dans le PIB. La finance représentait en 2008 21 % du PIB américain, 40 % de la totalité des profits des entreprises américaines et 6 % seulement des emplois. Ces chiffres illustrent ce qu'il s'est passé pendant ces dernières décennies.

Là où le bât blesse encore plus, c'est que cette industrie financière, cette prépondérance financière a été acquise au prix d'un endettement massif.

Je voudrais maintenant vous indiquer deux dates essentielles pour comprendre ce qu'il s'est passé depuis dix ans : le 11 septembre 2001 avec l'attaque des deux tours et leur effondrement, et le même mois, quelques jours après, l'entrée de la Chine dans l'OMC.

Comment les Etats-Unis vont-ils réagir ?

Puisque Al-Qaïda a attaqué le symbole de la puissance et de la finance américaine, continuer à prêter et continuer à s'endetter devient un devoir patriotique. C'est ainsi que les constructeurs automobiles prêteront pour faire des crédits gratuits sur cinq ans pour continuer à faire tourner la machine.

Mais plus on fait tourner la machine, plus les ménages s'endettent, plus l'Amérique s'endette, et elle s'endette encore plus avec la guerre en Irak ; autre erreur historique, car cette guerre, qui a coûté entre 1 000 et 3 000 Md\$, n'a pas été financée par l'impôt. C'est la première guerre à n'avoir pas été financée par l'impôt. Elle a été financée par de la dette. Le résultat est que le consommateur américain s'endette. L'économie américaine est apparemment en croissance (3 % en moyenne), mais elle commence à détruire des emplois.

Entre 2001 et 2008, l'Amérique a détruit 1 200 000 emplois privés. Les recettes des Chinois s'envolent et une bonne partie est mise en réserve par la Banque centrale de Chine qui les place en dollar et notamment en bons du Trésor américain.

Un mécanisme totalement pervers. L'Amérique détruit ses emplois qualifiés, les externalise, les délocalise. On distribue du crédit aux populations pour leur donner l'illusion qu'elles ont encore du pouvoir d'achat. On finance la guerre en Irak non par l'impôt mais par les dollars des autres et, grâce à l'OMC, les produits *made in China* vendus sous des marques occidentales inondent les consoles des hypermarchés.

La crise dite des *subprimes* était inéluctable, mais cette crise n'est pas une crise purement financière. Elle est née des dérives de ces trente, vingt dernières années.

Seize mois après la faillite de Lehman Brothers, on constate que les gagnants de la crise sont Wall Street et les marchés financiers (plus 70 % depuis le 9 mars), les très grandes banques, qui ont au passage éliminé quelques concurrents et se retrouvent plus que jamais en position d'oligopole en bénéficiant de l'argent public à 0,75 % et qui, quand elles reprêtent, le font entre 3,5 et 25 %.

Certaines multinationales ont beaucoup souffert, l'industrie automobile notamment, mais d'autres ont finalement immédiatement réagi pour continuer à sabrer dans les coûts, délocaliser encore un peu plus, dégraisser alors que leurs profits ne sont pas si mauvais que cela.

Wal-Mart se porte très bien. Ils ont encore fait des profits.

La Chine est le grand vainqueur de cette crise. Pendant la crise, la Chine a accru ses parts de marché aux Etats-Unis. Elle est devenue le premier fournisseur des Américains devant le Canada (19 % de parts de marché). Ses exportations ont augmenté de 18 % en un an. Elle a injecté 585 Md\$ dans son économie, non pas pour ses consommateurs, mais pour ses entreprises afin que ces dernières baissent les prix.

Puisque depuis l'été 2008 le yuan s'est réindexé sur le dollar, Pékin ayant vaguement accepté une réévaluation pendant trois ans de 15 % par rapport au dollar, cela faisait en fait - 10 par rapport à l'euro, ils se sont immédiatement réindexés, si bien que les produits chinois sont plus que jamais compétitifs.

La Banque centrale continue à engranger des réserves (2 400 Md\$ aujourd'hui). On pourrait énumérer tous les indicateurs indiquant que la Chine sort renforcée de cette crise. Certains signes ne trompent pas d'ailleurs : la manière dont Barack Obama a été reçu et la façon dont la Chine a tiré les ficelles de Copenhague.

De bons esprits veulent se rassurer, nous rassurer. On nous ressort l'idéologie du *win win*, gagnant gagnant. On nous ressort l'idée que l'Occident doit se concentrer sur les nouvelles technologies et la finance.

Cette vision des choses pêche par plusieurs aspects.

D'abord, elle est méprisante à l'égard des Chinois. Ensuite, elle est naïve. Les Chinois, comme les Indiens, ont toutes les capacités intellectuelles pour développer de nouvelles technologies. Ils le font déjà. Ainsi, la Chine va développer avec l'aide d'une société californienne une centrale solaire d'une capacité de 2 gigawatts, dix fois plus que les projets occidentaux.

Un de leurs chercheurs vedettes en biologie moléculaire de 42 ans, qui avait tout ce qu'il voulait à Princeton - cela a traumatisé les Américains ces derniers mois - a choisi de revenir vers sa mère patrie. Plus des trois quarts des étudiants de Berkeley sont asiatiques et ils ne sont pas destinés à rester aux Etats-Unis. Ils reviennent. N'oubliez jamais que les Chinois sont d'abord Chinois et qu'ils ont un devoir envers la mère patrie.

La Chine a vocation à tout produire et elle veut tout produire. Elle importe, oui, elle achète parfois et elle copie souvent les savoir-faire qu'elle n'a pas, mais son objectif est bien de produire des TGV, des centrales nucléaires, des avions pour son marché intérieur et, dans la foulée, de les exporter en cassant les prix. On connaît le processus. Nous avons, nous, Occidentaux, fait la même chose aux XIXe et XXe siècles.

Ils sont, de la même façon, en train d'avoir une mainmise sur les matières premières, comme nous l'avons fait avec aussi un début de mainmise sur les terres agricoles.

Cette stratégie mercantiliste s'appuie sur un système politique autoritaire et sur un quadruple *dumping* :

- un *dumping* monétaire avec un yuan notoirement sous-évalué ;
- un *dumping* social avec un système de protection sociale balbutiant pour ne pas dire plus qui, au passage, explique le taux d'épargne très élevé des ménages chinois ;
- un *dumping* environnemental puisque, pour schématiser, Pékin veut continuer à produire sans s'imposer des contraintes, mais en même temps la Chine met les bouchées doubles sur les nouvelles technologies. Je ne sais pas qui sera gagnant dans dix ans. Je pense que nous avons du souci à nous faire. Pendant dix ans, les Chinois produiront un maximum en polluant pour engranger des réserves monétaires et pour investir dans ces nouvelles technologies, les produits du futur ;
- enfin, dernier *dumping* souvent oublié : celui sur le capital. Les entreprises chinoises sont inondées de crédits par un système bancaire étroitement contrôlé par le parti, d'où des surcapacités de production qui pèsent sur la compétitivité des concurrents.

Certains nous prédisent aujourd'hui une implosion de la Chine, un krach monétaire. Les plus naïfs pensent qu'elle va se démocratiser très vite grâce à Internet et adopter nos belles et bonnes valeurs occidentales. On peut toujours rêver.

Cette crise a montré que la mondialisation, l'uniformisation des modèles et des valeurs n'est pour le moment qu'une utopie. Sans doute devons-nous tendre vers cela, mais pour le moment, les nations sont toujours bien vivantes. La Chine est une nation et se vit comme une nation. L'Inde également, le Brésil aussi, sans parler de la Russie.

Chaque nation est le fruit d'une histoire et d'une culture, chacune étant éminemment respectable. Les Etats-Unis se vivent comme une nation. Le problème est que chez nous, en Europe, la crise nous touche au milieu du gué. Nous ne sommes plus des nations, mais nous ne sommes pas encore une nation européenne.

Que va-t-il se passer ?

Je crois que la Chine poursuivra méthodiquement une stratégie qui lui a si bien réussi. L'argent accumulé lui servira à acheter de par le monde les biens, les entreprises, les terres, les marchés et les hommes (je parle bien sûr de la corruption) dont elle a besoin.

Elle continuera d'utiliser la cupidité des multinationales et du système financier pour vendre ses produits. Elle mènera une diplomatie visant à fédérer les pays émergents face aux anciens colonisateurs et, dans les instances internationales, elle fera un pas en avant et trois pas en arrière, donnant l'impression de céder sur quelques points pour reprendre tout de suite le terrain apparemment abandonné. Elle donnera des leçons de libre-échange aux libéraux. Enfin, elle s'affirmera peu à peu comme la puissance dominante de l'Asie, ce qui n'ira pas sans frictions ni tensions en rendant un jour le yuan convertible et en en faisant la grande monnaie de la région, voire la grande monnaie mondiale. Merci.

(*Applaudissements.*)

M. Michel ROUGER.- Nous nous connaissons suffisamment avec Jean-Michel pour que je mesure l'effort que lui a imposé de lire un texte. Ce brillant journaliste a une expression très déliée qui lui permet de ne pas lire. Grand merci !

Je ne voudrais pas faire un excès de retour vers l'ouvrage que j'ai cité, mais il comportait trois erreurs à ne pas faire :

- La première erreur était de passer de la décentralisation (on garde la technologie mais on envoie le travail) à la délocalisation (on envoie tout) ;

- La deuxième erreur était de penser que les Chinois n'étaient pas capables de concurrencer l'Occident sur la technologie. On sait depuis maintenant peu de temps que ce qui était dit il y a dix ans est confirmé ;

- Un troisième élément de l'erreur à ne pas commettre en Occident était d'abandonner le capitalisme parce que ce serait le meilleur moyen de précipiter l'effondrement du modèle occidental. C'est la raison pour laquelle l'auteur suivant, Xavier LAGARDE, nous apporte une justification dans son ouvrage très original sur le juste capitalisme. Xavier, c'est à vous !

Le capitalisme, modèle irremplaçable de croissance et de développement



M. Xavier LAGARDE.- Merci monsieur le président. Je suis juriste et civiliste de formation. Mon propos se situe nécessairement à un niveau plus individuel et moins à un niveau institutionnel, voire géopolitique. Je ne dis pas cela pour dire que mon point de vue est plus intéressant que celui qui a déjà été soutenu, mais tout simplement pour indiquer que je vais tenter de parler de ce que je connais le moins mal.

Cette crise est aujourd'hui l'occasion d'une avalanche de critiques sur le capitalisme. Pour certains, enfin nous allons procéder aux remises en cause nécessaires. L'on voit d'ailleurs que reviennent à la mode des discours sur les fameuses contradictions du capitalisme.

Je pense, surtout après avoir écouté ce que je viens d'entendre sur l'antagonisme entre libéralisme occidental et capitalisme oriental, que ces critiques sont plutôt une mauvaise nouvelle et que nous devons avoir une certaine fierté de ce que nous avons fait, en ce compris les réussites et parfois les nuances qu'appelle le capitalisme à l'occidental.

Ces critiques du capitalisme ne sont pas une nouveauté. La France est une spécialiste du genre. Depuis toujours, le capitalisme est chez nous en situation de compromis parce que - ce sont des choses que nous connaissons parfaitement bien - la France est fille aînée de l'église catholique et elle a toujours eu une oreille assez attentive aux chants de la lutte des classes. Je pense d'ailleurs que les deux phénomènes sont corrélés. J'entendais il y a

quelque temps le philosophe Alain Badiou parler de l'amour et de la fidélité. En fermant les yeux, on croyait entendre du Benoît XVI, mais je passe.

En dehors de cette conjonction, le capitaliste a dans un tel contexte très mauvaise presse. De fait, c'est un individu qui investit, qui a donc du numéraire et choisit de l'immobiliser. On espère que cette immobilisation permettra de financer une activité, mais ce que regarde ce capitaliste qui investit, c'est évidemment le retour sur investissement.

A un moment ou à un autre, ce capitaliste sera bien sûr invité à venir sur le marché, à faire des échanges. Mais lorsqu'il pratique ces échanges, il ne voit pas les liens qui se créent. Ce qui l'intéresse, ce sont les biens qui s'accroissent. Il voit les biens et non pas les liens et, au fond, ce qui l'intéresse chez autrui, c'est ce qu'autrui peut lui rapporter.

On est donc bien loin des solidarités de la doctrine catholique du don de soi et on est beaucoup plus proche de la lutte des classes puisque l'individu qui cherche à s'enrichir est très vite soupçonné d'obtenir cet enrichissement au détriment d'autrui.

Quelle a été la solution française pour rendre le capitalisme et le capitaliste digestes ? La solution française a consisté à placer la volonté de croissance, qui détermine l'action de l'opérateur capitaliste, au-dessus des individus. Il faut l'inscrire dans une logique collective, et cette logique collective permettra que la croissance profite à tout le monde.

Ceci donne deux choses que nous connaissons très bien :

- la mise sous contrôle de l'économie par une administration, c'est-à-dire une économie administrée, mais je ne ferai pas un long exposé sur la tradition colbertiste française ;

- au niveau macroéconomique - ceci est peut-être plus intéressant pour mon propos -, le développement d'une conception que l'on a appelée institutionnelle de l'entreprise.

C'est l'idée que l'entreprise est une collectivité, une communauté d'hommes, et que, s'il y a au sein de cette communauté des divergences (bailleurs de fonds d'un côté, travailleurs, salariés de l'autre), malgré tout, a minima, ces individus s'associent pour faire fructifier un projet commun qui est le projet d'entreprise.

Ce modèle de « l'entreprise communauté », nous le valorisons aujourd'hui encore à travers l'expression de capitalisme d'entrepreneurs. Au fond, le capitalisme d'entrepreneurs est un capitalisme d'hommes, de capitaines d'industrie, de chefs d'entreprises qui sollicitent, qui développent un projet et qui, ce faisant, agrègent les communautés et créent du lien.

Aujourd'hui, on valorise ce modèle qui a assez bien fonctionné sans avoir jamais suscité une profonde unanimité, ce qui est un peu paradoxal. C'est au moment où il fonctionne mal qu'on le valorise. Peut-être regrette-t-on de ne plus être capable de faire en France ce que, justement, les Chinois sont capables de faire.

Si l'on valorise ce système, c'est parce que l'on a, derrière cette valorisation, le souci de critiquer vertement ce qui serait l'antithèse du capitalisme d'entrepreneur qui est le capitalisme financier qui se singularise par le fait qu'il redonne aux individus la capacité d'exercer leur volonté de croissance et qui cède aux sirènes de l'individualisme là où le capitalisme d'entrepreneurs avait su créer un projet commun.

Cette critique du capitalisme financier et de l'individualisme qui le sous-tend est, je pense, en partie dépassée. Elle tourne à vide et manque d'efficacité. Pourquoi ? Les acteurs comme les contestataires de ce capitalisme financier sont de longue date (depuis au moins trente, quarante ans) tous largement acquis à la cause de l'individualisme.

Les acteurs et les bénéficiaires du capitalisme financier ont évidemment trouvé cela très bien, mais je voudrais signaler - nous le savons tous, mais peut-être ne le disons-nous pas suffisamment - que ceux qui ont pratiqué ce capitalisme financier (les financiers au sens large) sont pratiquement tous issus des canaux de la méritocratie républicaine. Si l'on schématisait les choses, ce sont des individus, des jeunes sortis des écoles (grandes évidemment) qui, au lieu de s'orienter vers l'industrie, se sont, devinez pourquoi, plutôt orientés vers la finance.

Ceux qui ont développé ce capitalisme sont des élites parfaitement normalisées, avec finalement le sentiment d'un certain « avoir droit » que donnent les réussites institutionnellement reconnues.

Autrement dit, nous ne sommes pas en face d'une invasion, d'une ploutocratie lointaine. Non. Ces appétits financiers prennent source au cœur du système. Ce n'est certainement pas un hasard si la figure du *trader* déviant s'est incarnée dans un personnage qui, a-t-on découvert après coup, était « un petit chose venant d'une province lointaine » qui cherchait à prendre sa revanche sur des collègues issus du sérail.

Ceux qui contestent ce modèle en ont bien entendu souffert, il ne s'agit pas de le nier, mais ceux qui contestent ce modèle sont à mon avis également acquis à la cause de l'individualisme, non pas par l'effet des bonus, mais par l'effet des acquis sociaux.

Les acquis sociaux permettent de libérer (formule de Beveridge) les hommes du besoin et au fond de les soustraire peu à peu à l'empire de la nécessité et plus que cela : faire en sorte que le travail devienne de moins en moins pour les individus une nécessité avec, à l'extrême fin, la possibilité de vivre mal sans doute, mais de vivre sans travailler.

Le rapport entre l'individu et le travail se distend et l'individu peut considérer son travail non pas comme un dû, mais comme un bien qu'il est prêt à mobiliser si la mobilisation de ce bien lui apporte un retour sur investissement qu'il juge suffisamment satisfaisant.

On voit que cet individu, par rapport à son travail, se comporte comme un capitaliste qui s'ignore. Sa seule richesse (son travail), il l'investit si le retour sur investissement est suffisamment satisfaisant au regard de ses aspirations.

Si tout le monde est devenu capitaliste, si tout le monde, à tout le moins, est devenu individualiste, on peut se prendre la tête entre les mains et se dire : « *Mon Dieu, qu'avons-nous fait ? Il est grand temps d'appuyer sur la pédale de frein et de passer la marche arrière* ». Je pense que non.

Ce résultat est malgré tout l'évolution d'un certain nombre de décisions que nous avons prises collectivement, d'une évolution que nous avons souhaitée, de choses que nous avons voulues. Si nous l'avons voulu, assumons-le. Je pense après tout que la fierté est de mise plutôt que le repentir.

Il y en a certainement beaucoup d'autres, mais je vois au moins deux arguments sérieux à l'appui de cet individualisme.

Un argument théorique est que donner à chaque individu la capacité de maîtriser en partie - on ne le maîtrisera jamais totalement - son devenir est un projet qui a quelque attractivité. Après tout, l'esprit des Lumières n'est pas si loin et toute une tradition intellectuelle a valorisé, non pas seulement le dévouement à la chose commune, mais aussi ce que l'on peut appeler le courage de soi. Vous connaissez tous la formule de Spinoza : « *Persévérer dans son être autant qu'il est en nous-mêmes* ».

D'un point de vue pratique, l'individualiste est utile à la collectivité.

L'entrepreneur est d'abord un individu qui supporte généralement assez mal les contraintes du salariat. L'inventeur est un individu qui, généralement, ne se satisfait pas des savoirs constitués. Le grand créateur est un individu qui prend des libertés avec l'académisme. Autrement dit, c'est l'individu qui sait entrer en polémique avec les savoirs que sa collectivité d'appartenance lui donne, qui sait aussi faire progresser cette collectivité.

Ce système est bien sûr aujourd'hui menacé de toutes parts, mais la question que nous devons nous poser n'est pas celle d'une remise en cause. Elle est celle de notre survie.

Cette survie, je pense, passe - ce sont des propositions modestement formulées - par un libéralisme que l'on pourrait qualifier à la fois de pragmatique et d'exigeant.

Pragmatique, évidemment. Il n'y a pas de réussite individuelle s'il n'y a pas de réussite collective et il faudra que nous réfléchissions sérieusement à ce que les talents retrouvent le chemin de l'industrie, de l'innovation, de la technologie plutôt que ce qu'ils ont fait depuis de nombreuses années : les chemins de la finance. Il y aura toujours des financiers, on en aura besoin, mais il n'est certainement pas inutile que d'autres voies soient plus sérieusement engagées par ce que l'on appelle les talents qui seront les élites.

Il n'y a pas 36 000 solutions, il faudra les intéresser. De ce point de vue, ce que font les pouvoirs publics actuels qui consiste à rogner sur les rémunérations des financiers et à multiplier les synergies entre le secteur de l'industrie, de la technologie et de la recherche et de l'enseignement supérieur vont, à mon avis, dans le bon sens, mais il faudra certainement réfléchir sur plus de capital risque et certainement aussi peut-être revoir le régime des inventions de salariés, en tout cas réfléchir sur les moyens d'intéresser les individus à cette activité industrielle et à ces innovations technologiques.

Un libéralisme exigeant ; ce sera le mot de la fin. Aucun système n'est une martingale et tout système, le libéralisme parmi d'autres, est exposé à des dérives.

Nous les avons vues ces derniers temps. Au fond, la dérive du capitalisme est caractérisée lorsque l'individu qui dit investir, en réalité, n'investit rien, s'empresse de se débarrasser de tous les risques qu'il a pu créer et n'espère que des gains. Un certain nombre d'individus ont pu, dans les dernières années, correspondre à ce portrait.

Ce libéralisme doit aller de pair avec une éthique et tout simplement une éthique libérale. Cette éthique est tout simplement d'être fidèle à ce que l'on est censé faire. Si l'on est censé investir, être fidèle à cette idée d'investissement pour croître, c'est au moins investir quelque chose et non pas rien.

Notre bon vieux Code civil rappelait que les contrats doivent avoir un objet. Il faut que les investissements aient aussi un objet et cet objet, il y a des moyens - nous pourrons

en reparler après - d'en définir le contenu, bref, d'exercer un certain contrôle pour que les individus soient à la hauteur des libertés qu'ils s'accordent.

Je ne pense pas que nous ayons à souffrir d'un excès de capitalisme, mais plutôt d'une insuffisance des capitalistes. Merci.

(Applaudissements.)

M. Michel ROUGER.- Merci, Xavier. Ce qui nous rapproche des Chinois, c'est le taux d'épargne : ils atteignent pratiquement 40 % du PIB et nous, actuellement, 17, presque 18. Nous sommes donc deux peuples qui ont une vision assez commune de l'épargne, qui nous conduit, eux grâce à Confucius avec son capitalisme de la sagesse et nous grâce à la religion catholique, à pratiquer un capitalisme qu'il faut savoir gérer comme vous l'évoquez, mais surtout qu'il faut éviter de détruire si nous ne voulons pas disparaître avec.

Nous allons revenir vers notre hexagone avec Jean-Marc DANIEL, dont le livre sur le taureau, l'Europe et les tigres américains et chinois remonte avant la crise de 2008, avant même la réunion que nous avons tenue ici en décembre 2007, pour apprécier, comme il a pu le faire dans toutes ses analyses économiques, quels impacts auront les situations et les commentaires des trois précédents orateurs sur le fameux Français moyen, la classe moyenne, la PME.

Les classes moyennes européennes à l'épreuve de cette évolution et de la révolution technologique



M. Jean-Marc DANIEL.- Merci monsieur le président.

Quels sont les enjeux de la décennie à venir pour la France et pour l'Europe, compte tenu de l'évolution de nos sociétés ?

D'abord deux remarques.

La première est que le plus grand économiste était André Gide. Cela se confirme parce qu'il est revenu d'URSS en disant ce qui s'y passait. J'attends que quelqu'un rentre de Chine en disant ce qui s'y passe vraiment. J'attends l'André Gide de la Chine qui nous débarrassera de la sino-béatitude et qui nous dira vraiment que les pays mercantilistes ont été condamnés au XVIIe siècle et qu'ils le seront au XXIe siècle. Je vais vous expliquer pourquoi.

La deuxième : je ne comprends pas l'expression de « capitalisme financier ». La seule fois où j'avais repéré que l'on parlait de « capitalisme financier », ce n'était pas pour cette crise mais dans un livre de 1910, d'un socialiste qui s'appelait Hilferding, qui était un personnage très important de la pensée économique, que l'on ferait bien de lire aujourd'hui pour deux raisons.

Il avait annoncé un certain nombre de choses qui étaient aussi péremptoires que ce que nous avons sur le capitalisme financier actuel, et aucune ne s'est vérifiée. C'est la force de la prévision péremptoire.

Ensuite, chose plus triste et je le dis de façon incidente, il s'était réfugié ici parce qu'il était social-démocrate allemand et, en 1940, la police française l'a livré aux Nazis parce que cela faisait partie des conditions de l'armistice. Nous sommes dans un endroit – France-Amérique – où l'on vante les mérites de la démocratie et je pense que la démocratie, en tant que valeur, dépasse l'Occident. L'Occident n'a pas toujours connu la démocratie et des gens, dans ce pays, ont livré un réfugié politique allemand à la Gestapo en 1940 sur la base d'un traité parce que cela faisait partie des conditions d'armistice.

Tout cela pour dire qu'à mon avis la démocratie, la liberté, c'est quelque chose qui dépasse nos valeurs, que je considère comme étant partagé, mais fragile. On peut être démocrate en Asie, on peut être démocrate en Chine et on peut être salopard à Paris.

Que s'est-il passé et qu'est-ce qui est actuellement en crise ? Ce n'est pas le capitalisme qui est en crise et ce n'est pas le libéralisme. Je pense que l'on va même vers un monde qui sera de plus en plus libéral.

Ce qui est en crise, ce n'est pas le néolibéralisme, le néocapitalisme. Tout cela à mes yeux n'existe pas. Ce qui est en crise, c'est un mode de fonctionnement de l'économie américaine que j'ai qualifié dans mon livre de « keynésianisme néoconservateur ».

Grosso modo, le schéma économique intellectuel américain qui a été mis en place dans l'après-guerre sous la présidence Truman a vécu, au travers de tous les présidents des Etats-Unis, avec l'idée que l'on maintenait de la croissance économique en augmentant la demande. C'est le principe de base qui permet de résoudre la crise de 1929.

Comme l'indiquait Keynes lui-même, dont la seule pensée toujours d'actualité est de dire que l'on fait toujours de la politique d'économiste mort pour répondre à des crises dépassées, les Etats-Unis mènent la politique d'économie d'un homme mort qui est Keynes pour répondre à une crise qui est passée (celle de 1929).

C'est d'ailleurs tellement vrai que l'on n'arrête pas de nous dire que l'on a de la chance d'avoir M. Bernanke à la Réserve Fédérale des Etats-Unis parce qu'il est le grand spécialiste de la crise de 1929 ! C'est dommage, j'aurais aimé qu'il soit le spécialiste de la crise de 2008. Il répond d'ailleurs très pertinemment à la crise de 1929, et c'est cela qui est inquiétant.

Cette politique économique est une politique économique dans laquelle on injecte en permanence de l'argent. C'est l'arbitrage de Phillips : pour résoudre le chômage, on risque d'avoir de plus en plus d'inflation et, si on a de plus en plus d'inflation, on l'a vu pour la Grande-Bretagne dans les années 50-60, la monnaie est menacée de dévaluation. Quand elle est menacée de dévaluation, elle l'est par rapport à une référence. La livre sterling des années 50-60 était en permanence menacée de dévaluation par rapport à l'or.

Quelle est la grande astuce des Etats-Unis pour que le dollar ne soit pas menacé de dévaluation vis-à-vis de l'or ? C'est de supprimer l'or.

Vous mettez en place un système dans lequel votre monnaie n'est menacée de rien puisqu'elle ne se réfère à rien, et vous instaurez une régulation par la demande, c'est-à-dire que vous injectez en permanence du pouvoir d'achat pour essayer de maintenir une situation dans laquelle il n'y a pas de chômage. C'est sur ce système que fonctionnent les Etats-Unis.

Vous avez en regard de cela effectivement un déséquilibre offre-demande. Pour avoir la certitude que vous atteignez le plein-emploi, un mécanisme d'arbitrage de Phillips se met en place. Plus vous avez de création d'emplois, plus vous avez de tension entre l'offre et la demande, une demande qui devient excessive et vous avez soit de l'inflation, soit de l'importation de biens extérieurs.

Les Etats-Unis ont trouvé, face à eux, un Etat mercantiliste. Ils ont trouvé un Etat prêt à leur vendre à un prix ridiculement bas. Ils ont donc évité l'inflation sous forme de hausse des prix.

Ils ont trouvé un Etat qui accumule des dollars. La Banque Centrale de Chine a 2 400 milliards de réserve, mais ce n'est pas le pays qui a le plus de dollars. C'est le pays où il y a le moins de système bancaire organisé qui permette de diffuser ces dollars.

L'excédent commercial chinois est récent.

En 1978, quand je faisais mes études, on venait de sortir les statistiques de la Banque mondiale et c'était la grande époque où l'on nous annonçait déjà que le Japon allait conquérir le monde. On avait une espèce de commisération assez méprisante et ridicule pour la Chine qui était de très loin le pays le plus pauvre du monde. Quand je faisais mes études, on racontait que, pour aller à l'Assemblée générale des Nations Unies, Deng Tsiao Ping était obligé d'emprunter les dollars qui lui permettaient d'acheter les billets d'avion et qu'il finissait par acheter le billet d'avion à la China Airlines. Surtout, la compagnie chinoise n'avait pas assez de dollars pour payer le droit d'atterrissage sur l'aéroport de New York et les Etats-Unis, qui étaient en train de nouer cette alliance privilégiée dont on parle, ont fait une espèce de geste et ont payé le droit.

La Chine n'avait pas de dollars à l'époque. Or, le Japon les accumulait. Cela fait cinquante ans que le Japon accumule des dollars. Cela fait cinquante ans que l'Allemagne accumule des dollars. Ils ne sont évidemment pas dans la Banque Centrale du Japon, ni dans celle d'Allemagne, ni dans la BCE. Monsieur Trichet veille au grain. Dès qu'il voit arriver un dollar, il ne le ramasse pas. Ramasser un dollar, c'est ramasser la promesse qu'un jour les Américains se mettront à travailler. Monsieur Trichet n'est pas fou. Il ne va pas s'engager dans cette aventure. Les dollars, il ne les ramasse pas !

Celui qui ramasse les dollars est celui qui est en train de se faire avoir par les Etats-Unis. Les Américains ont mis en place ce système. Cela peut durer jusqu'au moment où l'inflation traditionnelle réapparaît.

Quand l'inflation traditionnelle a-t-elle réapparu ? Lorsque cette masse colossale de dollars en circulation a eu un impact. Dans n'importe quelle économie, lorsque la quantité de monnaie en circulation augmente et que la quantité de travail en face n'augmente pas aussi vite, on finit par avoir de l'inflation sous forme de bulle. Il y a eu des bulles spéculatives.

L'économie mondiale s'est heurtée à ce déséquilibre offre-demande aux Etats-Unis qui injectent de la monnaie en permanence dans le système de l'économie mondiale, ce qui se traduit par des hausses de prix et une inflation déguisée, dans un premier temps en déficit extérieur américain, dans un deuxième temps en bulle. Ce qui est à l'origine de la crise, c'est le durcissement brutal de la politique monétaire pour lutter contre ces bulles qui étaient en train d'apparaître.

On peut rentrer dans le détail et se demander s'il était très sain de prêter aux pauvres. Aux Etats-Unis, on s'est mis à prêter aux pauvres. Le principe de base du banquier est de prêter aux riches. Le principe de base du socialisme défunt, celui qu'incarne encore soi-disant la Chine, l'économie socialiste de marché, c'est-à-dire une économie qui n'est ni socialiste ni de marché, était de promettre aux pauvres qu'ils étaient aujourd'hui pauvres, mais qu'ils seraient demain riches.

Le système financier américain a dit aux pauvres : « *Vous êtes riches et vous ne le savez pas. On va vous prêter et vous êtes riches. Ainsi, vous pourrez acheter une maison dont la valeur va s'accroître* ». La maison en question est en train d'être rasée parce qu'elle ne vaut plus rien, mais on leur a promis, on leur a expliqué qu'ils étaient riches.

Encore une fois, je résume mon propos parce que c'est important pour moi, ce système n'est ni capitaliste, ni libéral. C'est un système keynésien néoconservateur.

Dans la période démocrate, on injectait de l'argent en augmentant les dépenses publiques. Dans la période républicaine néoconservatrice, on injecte de l'argent en baissant les impôts. Le vrai problème est que l'on a déshabitué le peuple américain à payer des impôts.

La pression fiscale sur les Etats-Unis est revenue à des niveaux qui étaient ceux des années 1910-1920.

Encore une fois, la conséquence est la suivante : on injecte de la monnaie, un arbitrage de Phillips mondial s'installe, de moins en moins de chômage et une menace permanente d'inflation.

La Chine est-elle une menace dans tout cela ?

Je fais partie des naïfs qui pensent au « *win win* ». Que va-t-il se passer en Europe ? Je pense que nous vivons une transition, une phase nouvelle dans un processus qui a commencé dans les années 1760 en Europe où l'on est sorti de l'économie pénurie, qui était l'économie socialiste, l'économie mercantiliste, l'accumulation de signes monétaires pour passer à une économie de croissance.

Comment cela s'est-il fait ? Je ne sais pas. Je ne sais pas ce qui a pris aux Anglais dans les années 1760 de se mettre à travailler. L'économie rurale du XVIIe siècle comme l'économie socialiste soviétique du XXe siècle étaient des économies où l'on faisait semblant de travailler, en échange de quoi on faisait semblant de vivre.

Donc, les Anglais se sont mis en 1760 à travailler. Je ne sais pas ce qui leur a pris, mais toujours est-il que, depuis, le monde entier est en train de se mettre au travail. Concrètement, des millions de paysans quittent une société médiocre, une vie médiocre, répétitive, faite de routine mais assez peu productive pour aller dans des usines et ensuite travailler dans des secteurs qui produisent de plus en plus. D'abord des objets et dans un deuxième temps, accéder dans ce que les économistes libéraux du XIXe siècle appelaient le moment où l'on passe de l'état de production à l'état stationnaire, c'est-à-dire où l'on échange de la culture, des idées. C'est ce qui est en train d'apparaître.

Ce processus, qui a commencé du côté de Manchester en 1760, est en train de gagner la Chine. Il gagne les continents et il gagne en ce moment les pays qui ont été les grands perdants du XXe siècle, c'est-à-dire les pays qui ont eu à subir les deux abominations du XXe siècle qu'ont été le communisme et le colonialisme.

On nous parle de la Chine, mais quel pays a eu le plus de croissance sur ces quinze dernières années ? Au regard des statistiques qui sont fiables, il s'agit de la Slovaquie. Si l'on regarde l'évolution du nombre de chômeurs en Slovaquie en 2009 par rapport à 2008 - l'OCDE vient de sortir son rapport sur la situation de l'année prochaine -, en pleine crise, moins 10 000 chômeurs. Le chômage a baissé de 10 000 personnes en Slovaquie. Pour quelle raison ? Les Slovaques ne sont pas plus géniaux que nous. Ils se sont payés quarante ans de communisme et ils repartent à l'assaut d'une histoire qui leur a été volée.

Les Chinois repartent à l'assaut d'une histoire qui leur a été volée. Ils ont une revanche à prendre. Pour l'anniversaire de la Révolution, les 60 ans de la création du régime, les soldats ont fait 169 pas, ce qui correspond au nombre d'années qui les séparent du traité de Nankin, c'est-à-dire du moment où les Anglais les ont humiliés.

Le coup de génie de Nixon dans les années 70 est d'avoir repéré que les Américains et les Chinois avaient les mêmes amis. Historiquement, les Américains et les Chinois détestent les Anglais et les Japonais. Il s'agit d'un jeu assez subtil et compliqué.

Ce compromis qui consistait à aller chercher les Chinois, c'est aussi aller chercher un pays qui avait été humilié, brisé par le colonialisme et le communisme. Que ce pays refasse surface me paraît normal. Ce pays, qui représente 25 % de la population mondiale, représente encore 7 % de la production mondiale. Il y a donc des raisons.

Si vous avez peur que les Chinois vous concurrencent, sachez que les Chinois ont compris que les Indonésiens vont les concurrencer, que les Vietnamiens vont les concurrencer, que les Nigériens vont les concurrencer. Le processus en cours n'est pas un processus chinois. C'est un processus mondial. C'est la fin de la paysannerie, de l'exode rural et c'est la croissance économique grâce à la fin de la paysannerie.

Sommes-nous morts dans tout cela ? J'ai appelé mon livre « le taureau » parce que le taureau était pour moi l'Europe, nous. C'était un discours de Gladstone. Mes étudiants ont du mal à savoir qui était De Gaulle et s'il était avant ou après Mitterrand. Quand je leur parle de Gladstone, ils me regardent avec de grands yeux. Je leur lis le discours de Gladstone de 1842 qui est à l'origine du libre-échange, qui est cette période où l'Angleterre commence sa grande expansion par le libre-échange et incidemment par la guerre de l'Opium.

Gladstone explique que deux choses font la force d'un pays. Pour commencer, ses entrepreneurs. Je ne vois pas beaucoup d'entrepreneurs en Chine parce qu'il n'y a pas beaucoup d'entrepreneurs quand il y a un parti communiste. Un entrepreneur est quelqu'un qui lance une entreprise sans aucune visibilité. Il investit quelque chose que lui confie une banque pour faire quelque chose qu'il est absolument incapable de décrire et qui réussit.

La première force de la Grande Bretagne en 1842, dit Gladstone, ce sont ses entrepreneurs et la deuxième force est le fait d'avoir des finances saines, c'est-à-dire d'avoir un Etat qui ne dépense pas plus qu'il ne gagne.

Le problème actuel du monde est que le déficit budgétaire mondial a été de 8,5 % en 2009. Le déficit budgétaire aux Etats-Unis a été de 13 % du PIB. Le déficit budgétaire anglais a été de 12 % du PIB. Le véritable enjeu est désormais là. L'Etat est mort parce qu'il passera son temps à essayer de sauver ses finances, de survivre.

L'Etat est mort parce que sa capacité d'action est totalement obérée par les politiques irresponsables qui ont essayé de sortir de la crise par la fuite en avant. Il n'est pas

mort parce qu'il y aura toujours des Etats, parce qu'il y aura toujours des gens qui feront la police et parce que l'Etat est consubstantiel à l'organisation humaine, mais la capacité de l'action de l'Etat est totalement brisée par l'endettement issu de la crise.

Les conséquences de cela sont les suivantes :

- pour essayer de s'en sortir, l'Etat augmentera ses impôts. Parmi les économistes, la grande idée est de passer de la montgolfière au sablier. La montgolfière était la société des années 70, une grande société où c'était assez bien réparti et, comme il y avait de la croissance, tout le monde montait. Le sablier est que plus rien ne bouge. Il y a une grosse masse en bas de gens pauvres, une masse assez forte de gens riches, et les gens riches tombent parmi les gens pauvres.

Je ne pense pas que l'on aille vers une société en sablier. Je pense que l'on n'est pas dans la montgolfière, mais que l'on est dans une société qui commence à monter. Le seul véritable enjeu pour la classe moyenne sera d'engager des négociations avec ses mandants dans le cadre de la démocratie pour savoir sur qui paiera la facture de la dette. Qui paiera les impôts ?

Je pense à titre personnel que nous allons les payer parce que, si les entreprises les paient, il n'y aura pas de croissance économique. Là, effectivement, nous serons mal.

- Quand l'on regarde les évolutions de croissance potentielle que nous donnent les organismes internationaux, le problème de l'Europe est qu'elle est à la frontière technologique, c'est-à-dire qu'elle ne fait sa croissance que sur de nouvelles découvertes.

L'avantage de la Slovaquie est qu'elle fait sa croissance sur le travail et les techno centres de Renault et de Peugeot d'il y a trente ans. En France, Renault et Peugeot sont déjà là, ils ont déjà incorporé. A Flins, la productivité est déjà là. Il y a un problème d'efficacité.

La croissance potentielle telle qu'évaluée par l'OCDE au niveau américain sur la productivité telle qu'elle s'est pratiquée sur les dernières années, c'est-à-dire la capacité technologique inventée par les Etats-Unis, est de 1 % par an. L'Europe est aussi à 1 % et les pays émergents sont à 2 ou 3 %, uniquement sur des bases d'incorporation de la technologie importée.

Le véritable enjeu est de savoir s'il y aura des découvertes scientifiques. J'en suis convaincu.

J'ai assisté à un déjeuner-débat au cours duquel le PDG de Peugeot indiquait que l'on ne réalise pas tout ce qu'ils ont dans leurs cartons. Tout le monde est persuadé que la voiture électrique est un débat sur la voiture électrique entre Mme Ségolène Royal et M. Raffarin avec le FSI qui dit qu'il ne faut pas prendre l'argent du contribuable pour essayer d'organiser un désastre industriel

Ce n'est pas l'avenir. L'avenir, c'est ce que M. Varin, le patron de Peugeot, a dans ses cartons pour préparer une voiture qui pèsera trois fois moins lourd que les voitures qu'il met actuellement sur le marché.

Cela s'appelle la mécanique quantique, les nanotechnologies, l'introduction de progrès techniques et l'introduction dans le processus de production des progrès réalisés par les physiciens dans les années 60.

La capacité à générer de la croissance économique est là, à condition que l'on n'empêche pas les entreprises de faire de la croissance économique et qu'on les laisse investir.

Nous allons payer plus d'impôts parce que les Etats, aux abois, n'ont pas d'autre solution.

- Troisième remarque sur le monde qui nous attend : l'Europe va-t-elle disparaître ? Actuellement, l'Europe c'est l'euro. Une chose me rassure : le discours sur la Grèce.

Je dis à tous les gens que je rencontre d'acheter des bons du Trésor grec. Quelle est cette hargne à propos des Grecs ? Tout le monde est persuadé que l'on ne laissera pas tomber la Grèce. Il est de bon ton de venir dire : « *L'Europe ne va pas si bien que cela* ».

Il y a la queue pour rentrer dans l'euro. Les Islandais, qui étaient un modèle de dynamisme, se précipitent pour rejoindre l'euro. Souvenez-vous il y a dix ans, quand ils voulaient entrer dans l'Europe, ils avaient dit qu'ils ne rejoindraient pas l'euro parce qu'ils ne voulaient pas rejoindre ce club de « rastaquouères » puisqu'il y avait les Maltais, les Italiens, les Grecs dans l'euro. Il y en a maintenant du monde qui fait la queue pour être dans le cercle des « rastaquouères » parce que l'euro, cela marche ! L'euro, cela tient maintenant.

On parlait des alliances étranges Wall Street et autres. Je ne crois pas trop à ces alliances organisées. On parlait des agences de notation qui n'avaient rien vu venir. C'est rassurant. Ils se sont encore trompés une nouvelle fois. Je pense qu'il y a une espèce de hargne et d'angoisse, notamment dans l'organisation du monde, à travers l'idée que ce qui est en train de marcher, c'est la monnaie d'une zone géographique qui n'a pas d'Etat.

La force de l'euro, c'est qu'il n'y a pas d'Etat. La force de M. Trichet est qu'il fait une politique monétaire. Je l'ai toujours défendu. Il fait une bonne politique monétaire parce qu'il n'y a pas d'Etat pour venir la lui conseiller.

M. Greenspan ne faisait pas une bonne politique monétaire parce qu'il était obligé de financer le déficit budgétaire de l'Etat fédéral qui n'arrêtait pas de baisser les impôts pour gagner des élections. L'Europe a donc une chance inouïe : il n'y a pas de parti communiste, il n'y a pas d'Etat. Il y a juste un banquier central. Mon message est : quelle bonne nouvelle !

(Applaudissements.)

M. Michel ROUGER.- Vous comprenez pourquoi je souhaitais vous faire bénéficier des propos roboratifs, mais évidemment parfois controversés de Jean-Marc.

Je ne reviens pas sur l'ouvrage, simplement pour lire *L'Occident piégé par la mondialisation*, en transmettant la parole à François EWALD, piégé par notre débat.



M. François EWALD.- En écoutant ces brillants orateurs, je constate que la « crise » n'a pas touché l'art de la conversation française du brillant requis dans un exercice français de conversation. Puisque nous sommes ici dans un salon du XVIIIe, je vous laisse le soin de choisir à quel moment nous sommes.

Après avoir entendu des certitudes, le philosophe ne peut sortir de là qu'avec des doutes. Je suis dans la position, sans critique, d'avoir à poser des questions et de ne savoir qu'une chose : je ne sais pas.

On devrait réfléchir un peu aux catégories, à l'épistémologie qu'il y a derrière notre manière de décrire la crise économique et financière qui a éclaté il y a deux ans.

Nous considérons beaucoup de choses comme allant de soi, mais le premier souci que l'on devrait avoir face à cette crise - qui n'est pas la première ni la dernière - serait de nous interroger sur les mots que nous utilisons. Sont-ils adéquats ? Sont-ils utiles pour nous diriger ?

Le premier jeu de catégorie auquel nous avons assisté est : faut-il utiliser le mot « crise », c'est-à-dire faut-il supposer la rupture d'une « harmonie » ?

Si l'on suppose que le développement de l'économie est par nature chaotique, qu'il y a toujours des heureux et des malheureux, qu'il n'y a jamais d'harmonie et qu'il n'y en aura jamais, qu'est-ce donc alors que la « crise » ? La notion est très relative. Il n'y a que des crises mais il se trouve que certaines sont plus intenses que d'autres à certains moments.

La pensée des économistes suppose souvent - c'est un peu l'idée de l'économie politique - que si on laisse faire, l'harmonie est au bout du chemin. Mais faut-il rester fidèle à ce schéma ?

Vous en avez eu quelques formules ici. Vous avez vu la fin heureuse de Jean-Marc Daniel : tout va mal, il y a un méchant. Il sera puni. Là où l'on en sort bien, c'est là où il n'y a pas d'Etat et où, finalement, le marché peut fonctionner plus ou moins bien.

Si l'on abandonne le modèle de l'harmonie, on est confronté à d'autres jeux qui sont des jeux de pouvoir, des jeux de rapports de force. On peut avoir dans ce qui a été dit, dans ces jeux, différents types d'acteurs. Michel Guenaire a une vision plus heureuse que Jean-Michel Quatrepoint. Il est au congrès de Vienne. Les Etats reprennent la main. Ils vont négocier. On arrive finalement à s'accorder. Il nous promet pour bientôt une sainte alliance qui ne serait plus simplement européenne mais qui sera universelle. C'est le grand rêve d'Henri Kissinger : s'inspirer des compromis du Congrès de Vienne qui ont su maintenir jusqu'au XXe siècle les Etats européens dans une paix relative en marginalisant les guerres.

Michel Guenaire a repris et utilisé le thème de « l'équilibre ». Il a malgré tout introduit un peu de rapports de force, qui sont à fleuret moucheté entre les Etats. Il a dit : « *Les régulations, c'est de la rigolade* ». C'est une thèse. Socratiquement, je vous invite à la

mettre en doute. Michel n'est pas spécialement un révolutionnaire, mais il a malgré tout une certaine nostalgie de la révolution et méprise la réforme.

Je ne suis pas sûr qu'il faille négliger comme cela le thème des régulations. Si vous considérez que ce qui compte et qui influe sur la nature des choses c'est l'existence d'un système solidaire, alors le fait de modifier les régulations - c'est-à-dire les petits mécanismes de relations entre des acteurs - peut finir par infléchir les positions de domination. La « réforme » peut modifier les rapports dominants-dominés.

Pourquoi peut-on s'intéresser autant aujourd'hui au problème des bonus, au problème des régulations ? Parce que l'on peut avoir le sentiment que la clef d'un autre ordre n'est pas dans la macroéconomie, mais plutôt dans la microéconomie des relations de pouvoir.

En fin de compte, la « crise », c'est le moment où la distribution des pouvoirs est remise en cause. Certains vont perdre. D'autres vont gagner la bataille. L'enjeu est simple : qui va occuper les positions de force ?

La thèse de Jean-Michel Quatrepoint est rude : dans toutes ces affaires, il n'y a que des rapports de force. Des appétits singuliers cherchent à dominer. Ces appétits peuvent être individuels - les financiers – mais les vrais maîtres du jeu sont des Etats.

Plusieurs parlent de revanche. Si nous disons que la période que nous vivons marque la fin de la période ouverte en 1492 par les grandes découvertes et le monde centré sur l'Europe. Si nous pensons que nous commençons à voir la revanche de la Chine - et je ne vois pas pourquoi cela se limiterait à la Chine ; quand vous parlez des puissances émergentes, ce sont souvent des pays que nous avons colonisés. Si donc la période dans laquelle nous entrons est celle de la revanche des pays colonisés sur ceux qui les ont exploités ou, comme dans le cas de la Chine, profondément humiliés, nous entrons dans une période où non seulement l'amélioration de relations économiques aura de l'importance, mais où se posera aussi la dimension politique des dominations et des dépendances.

Aurons-nous à vivre l'épreuve d'être dans un pays dont les décisions dépendront des autres ? Cela concerne bien sûr les décisions macroéconomiques, mais aussi beaucoup de choses plus larges qui conditionnent l'avenir de nos enfants.

Dans la vision « harmonique » de Xavier Lagarde, nos systèmes sociaux européens ont créé un individu unique. Il le prend par le côté sympathique. C'est l'individu libéré des besoins. C'étaient les objectifs de la guerre de 40 définis par Roosevelt.

Le paradoxe de cet individu est que sa liberté incontestable souffre d'une double difficulté :

- elle est totalement inconsciente, ignorante des solidarités qui la rendent possible. L'Etat-Providence prend en charge les prestations sans que l'on n'ait plus à s'en soucier ;

- dans un tel système, l'individu dépend en réalité totalement des autres. La conséquence est qu'il se sent extrêmement précaire, c'est-à-dire que sa liberté n'est en fait pas totalement assurée, qu'il y a un risque quelque part. Les individus sont libres mais ils ont conscience que leur liberté est vulnérable.

Je voudrais terminer en m'étonnant d'une chose : on a beaucoup parlé de « crise » dans le débat mais il n'a pas été question une seule fois de « catastrophe », un mot pourtant souvent employé dans le débat public.

De même, le mot « responsabilité » n'a pas été prononcé dans le débat.

Dans les visions qui nous sont proposées, soit il y a des acteurs, mais on nous explique qu'ils sont liés à des intérêts immédiats qui les rendent irresponsables, soit on nous propose des descriptions de type juridique ou économique, mais qui sont des mécanismes un peu abstraits où, précisément, la responsabilité des acteurs est absente.

On peut même aller jusqu'à suggérer que la crise actuelle trouve son origine dans l'immense absence de responsabilité d'acteurs-clé qui nous promettaient que l'on pouvait compter sur eux, qu'ils répondaient de nous. Ils ont trahi leurs promesses.

(Applaudissements.)

M. Michel ROUGER.- Merci pour cette manifestation d'amitié.

Je termine en revenant un instant au livre qui dit que la Chine n'aura sa véritable revanche et sa véritable victoire que le jour où elle sera devenue une puissance civilisatrice, ce qui tendrait à prouver que quelles que soient les manifestations de puissance (démographique, politique, économique), sans un certain nombre d'éléments comme celui de la responsabilité en particulier, il n'y a pas beaucoup de chance de capacité civilisatrice.

Pour revenir au mot « catastrophe », nous avons en ce début d'année une véritable catastrophe sous les yeux qui va conduire à devoir re-civiliser une population d'un Etat qui est détruit. Tout est détruit en Haïti. Il faudra trouver les moyens de responsabilité pour reciviliser ce pays sans en faire un terrain d'affrontement entre les candidats.

Merci à tous. Bonne soirée !

(Applaudissements.)

Les débats sont clos à 20 heures 20.